

## PLAN D'ACTION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

**«Une lutte implacable contre la corruption»**

**Le Plan d'action du nouveau gouvernement rendu public mardi dernier et présenté aux députés évoque «Une lutte implacable contre la corruption». Les gouvernements précédents avaient affiché la même détermination, mais la corruption n'a cessé de prendre des proportions alarmantes. Nous publions ci-dessous les extraits de ce plan relatifs à cette «lutte», en invitant nos lecteurs à nous faire part de leurs commentaires et de leurs propositions. Le débat est lancé.**

«Le gouvernement s'engage à poursuivre le rétablissement de la sécurité et l'ordre publics, et à mener une lutte implacable contre la corruption et les fléaux sociaux. Le gouvernement s'attellera à la consolidation et l'approfondissement de la mise en œuvre de la réforme de la justice à travers : la moralisation de la vie publique ; le renforcement des libertés individuelles ; le renforcement de la lutte contre la criminalité et les phénomènes connexes.... Dans le but de renforcer la moralisation de la vie publique et de renforcer la confiance entre l'État et le citoyen, le gouvernement entend agir à un double niveau

: général ; il s'agit de mettre en place les dispositions à même de réguler les rapports des citoyens avec les structures administratives de l'État, de juguler les pratiques menant au risque d'arbitraire, de renforcer le dispositif de lutte contre la corruption et l'accaparement des biens publics. Particulier ; il s'agit d'introduire plus de transparence et de célérité dans le fonctionnement de la justice par une objectivation plus grande des rapports des justiciables avec l'institution judiciaire et par une conformation plus rigoureuse aux règles de la déontologie judiciaire... Dans ce cadre, le gouvernement réaffirme sa ferme détermination à

poursuivre une lutte implacable et résolue contre la corruption, dans le strict respect du principe de la présomption d'innocence et en garantissant la protection des agents de l'État contre toutes tentatives malveillantes.... Parallèlement, le gouvernement œuvrera à parfaire l'architecture juridique nécessaire pour mener à bien cette tâche et développer les synergies entre les organismes de contrôle institués à cet effet, notamment à travers la dotation de l'Office national de lutte contre la corruption de tous les moyens aptes à lui permettre de mener à bien sa noble mission... Le gouvernement entend également renforcer sa

vigilance pour contrecarrer toute velléité de porter atteinte aux droits des personnes et de la société. Il s'attachera à renforcer la lutte contre la criminalité qui a pris des formes nouvelles (blanchiment d'argent, crime organisé, cybercriminalité, trafic de stupéfiants...) à travers : le réaménagement du système des peines afin de donner plus d'efficacité à la répression des crimes et délits ; une maîtrise plus affirmée du traitement des affaires afin d'améliorer la qualité de la justice et la réponse judiciaire à la criminalité, de préserver l'intérêt général et d'assurer une protection plus accrue des biens de la collectivité nationale et des personnes... Concer-

nant la lutte contre le blanchiment d'argent, il sera procédé au renforcement de l'organisation de la cellule CTRF (NDLR : organisme de traitement du renseignement financier, auprès du ministère des Finances) à l'effet de lui permettre d'accroître son efficacité opérationnelle. Par ailleurs, le gouvernement s'attellera, dans le cadre du contrôle des finances publiques, à poursuivre les actions portant sur la consolidation des procédures du contrôle interne et le développement d'un programme de lutte contre la corruption...»

Fin de citation.

LSC

ENFIN LA DÉCISION TANT... ATTENDUE !

**Un nouveau siège à Hydra pour l'Office national de lutte contre la corruption**

Lors de la présentation de son plan d'action devant les députés, le nouveau Premier ministre a déclaré que son «Exécutif fera échec» avec une «totale vigilance» à toute tentative d'atteinte aux droits des personnes et mettra tous les moyens pour la lutte contre la criminalité qui a commencé à prendre de nouvelles formes. Il a cité à ce propos le trafic de drogue, le crime organisé, le blanchiment d'argent et la cybercriminalité, précisant que le gouvernement veillera à la promotion du sens civique

chez les citoyens en garantissant toutes les conditions nécessaires à cette démarche. Selon lui, «le gouvernement s'engage par ailleurs, à lutter contre la corruption et les fléaux sociaux sous toutes leurs formes en dotant l'Office national de lutte contre la corruption de tous les moyens lui permettant de mener à bien sa mission». Il faut cependant préciser que l'appellation «office national de lutte contre la corruption» ne figure pas dans la législation algérienne : s'agit-il d'une erreur de l'agence gouver-

nementale «Algérie Presse Service» qui a diffusé cette information ? Certainement pas, puisque cette formulation existe même dans le document officiel du gouvernement. Or, dans la loi du 20 février 2006 relative à la prévention et la lutte contre la corruption, amendée en 2011, il est question de «l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption» (créé en 2006 et installé en janvier 2011) et de «l'Office central de répression de la corruption» (créé en 2011). Quel est l'organisme dont voulait

parler le Premier ministre ? Il a rappelé à ce sujet que l'Office a bénéficié la semaine dernière d'un nouveau siège à Hydra (Alger), «ce qui témoigne, a-t-il dit, de la forte détermination du gouvernement à lutter contre la corruption».

Le Premier ministre a encore affirmé que cette lutte se fera dans le cadre du respect de la présomption d'innocence et de la protection des responsables et autres agents de l'État des agissements tendancieux et de la calomnie.

D. H.

**Le ministre de l'Habitat reçoit le vice-président de l'entreprise chinoise CSCEC... interdite de marchés publics par la Banque mondiale**

Selon une dépêche de l'agence gouvernementale APS (Algérie Presse Service), diffusée seulement le matin du 25 septembre (pourquoi ce retard ?), le nouveau (et ex) ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Abdelmadjid Tebboune, a exhorté lundi 24 septembre la société de construction chinoise CSCEC chargée de la réalisation de plusieurs programmes de logement en Algérie (et de la Grande Mosquée d'Alger) à respecter les délais de réalisation et la qualité des logements.

Cette dépêche fait suite à un communiqué de ce ministère. Pour rappel, dans «Le Soir Corruption» du lundi 24 septembre figurait un article intitulé

«L'entreprise chinoise CSCEC sur la liste noire de la Banque mondiale». Le gouvernement algérien lui attribue le marché de la Grande Mosquée d'Alger. Nous sommes en droit de nous interroger d'abord sur la pertinence qu'un ministre de la République reçoive un haut dirigeant d'une entreprise internationale qui est inscrite sur la liste noire de la Banque mondiale, inscription qui fait suite à des faits avérés de corruption où a été impliquée CSCEC dans un marché public financé par cette Banque. Pourquoi la recevoir le jour même où paraissait cet article ? Simple coïncidence ? Si ce ministère a des griefs à faire à CSCEC

en matière de retard dans la livraison des logements à réaliser, et de leur qualité, il suffisait qu'un haut fonctionnaire de ce ministère reçoive le représentant de CSCEC. Toujours selon cette dépêche de l'APS, lors de cette audience (en fait une convocation qui ne dit pas son nom) accordée au vice-président de la société chargé des relations extérieures de CSCEC, le ministre a donné «les orientations nécessaires pour le respect des délais de réalisation et de la qualité des logements soulignant la nécessité de mobiliser tous les moyens matériels et technologiques et d'éviter de compter sur les sous-traitants en respectant le cahier

de charges». Le ministre «a relevé à cette occasion le retard enregistré dans la réalisation d'infrastructures et de groupements d'habitations relevant de l'AADL notamment ceux inscrits dans la wilaya d'Alger». Non seulement CSCEC est «blacklistée» par la Banque mondiale, mais en plus le gouvernement algérien lui reproche officiellement le non-respect des délais de réalisation, non-respect du cahier des charges et trop faire appel à des sous-traitants ! Mais alors comment a-t-on pu confier le méga-projet de la Grande Mosquée d'Alger (plus de 2 milliards de dollars) à cette entreprise indécrite ?

Djilali Hadjadj

**À VOIR SUR ARTE  
Noire finance,  
mardi 2 octobre**

Ce mardi 2 octobre 2012, de 19h50 à 22h10, heure algérienne, la chaîne franco-allemande Arte diffuse un intéressant documentaire intitulé **Noire finance**, en 2 parties. La 1<sup>re</sup> partie, **La grande pompe à phynances**, évoque les tenants et les aboutissants de la crise économique et financière mondiale, expliqués en remontant jusqu'à l'effondrement boursier de 1929. Dans la 2<sup>e</sup> partie, nommée **Le bal des vautours**, il est question de l'économie du crédit sans fondement qui a conduit à l'effondrement du crédit des banques, puis à l'ébranlement du crédit des États : un mécanisme implacable.